

**Arrêté n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/101 du 7 juin 2023
mettant en demeure la société WIENERBERGER SAS de respecter les prescriptions
applicables pour sa carrière à ciel ouvert d'argile situé lieu-dit "La Criblerie" sur le
territoire de la commune du VAL-SAINT-GERMAIN (91530)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF-DCPPAT-BCA-244 du 16 décembre 2022 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/020 du 12 janvier 2012 portant renouvellement d'une autorisation d'exploiter par la société WIENERBERGER SAS, dont le siège social est situé 8, rue du Canal Achenheim 67087 STRASBOURG Cedex 02, une carrière à ciel ouvert située lieux-dits "La Criblerie" et "Les Friches" 91530 LE VAL-SAINT-GERMAIN ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2510 relatif aux exploitations de carrières ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 28 février 2023, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 15 février 2023, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 17 avril 2023 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel les 18 avril 2023, 24 avril 2023, 25 avril 2023 et 15 mai 2023,

CONSIDERANT que lors de la visite du 15 février 2023, l'inspecteur a constaté la non-conformité suivantes:

- un plan d'eau propice à la baignade n'est toujours pas remblayé

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/208 du 19 août 2021 portant imposition à la société WIENERBERGER SAS de mesures de mise en sécurité et de mesures d'urgence prises à titre conservatoire pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'argile située lieux-dits « La Criblerie » et « Les Friches » sur la commune du VAL-SAINT-GERMAIN.

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société WIENERBERGER SAS de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société WIENERBERGER SAS, dont le siège social est situé 8, rue du Canal Achenheim 67087 STRASBOURG Cedex 02, exploitant une carrière à ciel ouvert d'argile sise lieu-dit "La Criblerie" 91530 LE VAL-SAINT-GERMAIN, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/208 du 19 août 2021 et notamment l'article suivant:

- 1 et 2 – en finissant de combler le dernier plan d'eau propice à la baignade avec les déblais issus de l'excavation de la carrière, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société WIENERBERGER SAS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et Monsieur le Maire du VAL-SAINT-GERMAIN.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU